

Marché n° 25-012

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES PROVISOIRE

Maîtrise d'œuvre pour la rénovation complète de l'installation du système de climatisation, ventilation et chaufferie (CVC) et la mise en œuvre d'une gestion technique du bâtiment (GTB) sur le site du siège de Réseau Canopé situé à Chasseneuil du Poitou

MARCHE PUBLIC

Passé selon les dispositions des articles R. 2124-3 3° (procédure avec négociation), R.2161-12 à R.2161-20 et R2431-19 et suivants du Code de la commande publique (CCP).

Table des matières

PREMIERE PARTIE : GENERALITES	5
ARTICLE 1. Identification de l'acheteur	5
ARTICLE 2. Présentation du marché	5
2.1. Objet du marché	5
2.2. Lieu d'exécution des travaux	6
2.3. Catégorie d'ouvrage	6
2.4. Forme du marché	6
2.5. Etendue du marché	6
2.6. Durée du marché	6
2.7. Missions et délais d'exécution du maître d'œuvre	6
ASSISTANCE MAITRISE D'OUVRAGE	7
ASSISTANCE MAITRISE D'OUVRAGE	7
ARTICLE 3. Pièces contractuelles du marché	8
ARTICLE 4. Communication et réunion	8
4.1. Mode de communication	8
4.2. Réunions	9
ARTICLE 5. Correspondant de l'acheteur et élection de domicile du titulaire	9
ARTICLE 6. Correspondant du titulaire et élection de domicile de l'acheteur	9
6.1. Gestion administrative du marché	9
6.2. Gestion technique du marché	9
6.3. Intervenants	10
ARTICLE 7. Propriété	10
7.1. Protection des données	10
7.2. Utilisation des résultats	10
ARTICLE 8. Neutralité	10
ARTICLE 9. Confidentialité	10
ARTICLE 10. Assurances	10
ARTICLE 11. Sous-traitance	11
DEUXIEME PARTIE : PRIX et REGLEMENT	11
ARTICLE 12. Prix	11
12.1. Composition générale du prix	11
12.2. Modalités de fixation du forfait de rémunération de la mission de base	12

ARTICLE 13. Forme du prix.....	12
ARTICLE 14. Engagement de la maîtrise d'œuvre sur le coût de l'opération.....	13
14.1. Avant la passation des marchés de travaux.....	13
14.2. Après la passation des marchés de travaux.....	14
ARTICLE 15. Avances.....	15
ARTICLE 16. Acomptes.....	15
ARTICLE 17. Modalités de facturation et de paiement.....	16
17.1. Modalité de facturation.....	16
17.2. Délais de paiement.....	16
17.3. Cession de créance.....	17
TROISIEME PARTIE : DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION.....	17
ARTICLE 18. Conduite des prestations.....	17
18.1. Personne nommément désignée pour le suivi du marché.....	17
18.2. Remplacement des personnes nommément désignées.....	17
18.3. Responsabilité hiérarchique et technique.....	18
ARTICLE 19. Prestations supplémentaires ou modificatives.....	18
ARTICLE 20. Obligation du titulaire.....	18
ARTICLE 21. Protection de l'environnement.....	19
22.1. En phase Etudes.....	19
22.2. En phase Travaux.....	19
ARTICLE 24. Pénalités.....	21
24.1. Pénalités de retard spécifiques à chaque mission.....	21
24.2. Pénalités de retard dans la remise des documents.....	22
24.3. Pénalités techniques en cas d'absence aux réunions.....	22
24.4. Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation.....	22
24.5. Pénalités en cas de non-respect de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût de réalisation des travaux.....	22
24.6. Application des pénalités.....	23
QUATRIEME PARTIE : OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION.....	23
ARTICLE 25. Opérations de vérification.....	23
ARTICLE 26. Décision à l'issue des opérations de vérification.....	23
CINQUIEME PARTIE : RESILIATION.....	23
ARTICLE 27. Résiliation.....	23
SIXIEME PARTIE : DIFFERENDS et LITIGES.....	24
ARTICLE 28. Différends entre les parties.....	24
ARTICLE 29. Compétence juridictionnelle.....	24

CCAP PROVISOIRE

PREMIERE PARTIE : GENERALITES

ARTICLE 1. Identification de l'acheteur

Réseau CANOPÉ, ci-après désigné « l'acheteur », établissement public administratif régi par les articles D 314-70 et suivants du Code de l'éducation, dont le siège est situé au téléport 1 @4 - CS 80158 - 86961 FUTUROSCOPE CEDEX,
Représenté par sa Directrice générale, Mme Marie-Caroline MISSIR, nommée par décret du 02 mars 2020 et renouvelée par décret du 15 mars 2023.

ARTICLE 2. Présentation du marché

2.1. Objet du marché

Le présent marché vise à confier au titulaire la mission de maîtrise d'œuvre technique complète dans le but d'assurer le projet de remplacement du système de Chauffage, Ventilation et Climatisation (CVC) et de mise en place d'une Gestion Technique du Bâtiment (GTB) sur le siège de Réseau Canopé situé à Chasseneuil du Poitou, ainsi que des missions d'assistance et de conseil auprès du maître d'ouvrage.

Il s'agit d'un site existant d'environ 10 000 m² datant de 2002.

Le maître s'œuvre doit étudier :

- Le remplacement de l'ensemble des équipements techniques (PAC, CTA) réalisant le CVC sur l'ensemble du site
- Le remplacement complet du système de distribution hydraulique réalisant le chaud et le froid
- La mise en œuvre d'une GTB ouverte conformément au décret BACS en remplacement de la GTC existante
- Du fait de ces travaux conséquents et afin d'être en conformité avec le décret tertiaire, il est étudié également :
 - La rénovation de l'éclairage pour passage complet du site en éclairage LED
 - La mise en place d'une isolation complémentaire en faux plafonds du R+5 et en toiture terrasse du R+4
- La mise en place de panneaux photovoltaïques en autoconsommation.

La référence au vocabulaire commun des marchés publics (CPV) associés au présent marché est :

CPV principal : 71335000-5 Études techniques.

CPV secondaires :

71000000-8 Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection.

71300000-1 Services d'ingénierie.

71242000-6 Préparation du projet et de la conception, estimation des coûts.

L'ensemble des prestations demandées et leur description est décrit dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) relatif au présent marché.

2.2. Lieu d'exécution

Les travaux objet du présent marché ont lieu sur le siège de Réseau Canopé situé au **Téléport 1 – Arobase 4 – 1 Avenue du Futuroscope – 86961 FUTUROSCOPE**.

2.3. Catégorie d'ouvrage

L'ouvrage sur lequel porte la mission de maîtrise d'œuvre appartient à la catégorie « opération de réhabilitation de bâtiment » (article R2431-3 du code de la commande publique).

2.4. Forme du marché

Le marché est passé sous la forme d'un marché ordinaire à prix forfaitaire.

2.5. Etendue du marché

Le marché n'est pas alloti en raison de la nécessaire intégration de l'ensemble des prestations attendues, qui rendrait plus complexe et plus onéreuse la mise en œuvre d'un allotissement au sens de l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique.

2.6. Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement lié aux marchés de travaux ou après prolongation de ce délai lors de la levée de la dernière réserve. Il n'est pas reconductible.

2.7. Missions et délais d'exécution du maître d'œuvre

Les missions du maître d'œuvre et les délais d'exécution pour leur réalisation sont :

Missions de base :

Missions	Désignation	Délais d'exécution globaux
DIAG/ESQ	DIAGNOSTIC/ ESQUISSE	3 semaines
AVP	ETUDES D'AVANT-PROJET	3 semaines
PRO/DCE compris DPGF	ETUDES DE PROJET	4 semaines
ACT	ASSISTANCE POUR LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	2 semaines
VISA	CONFORMITE ET VISA DES ETUDES D'EXECUTION (Etude d'exécution et de synthèse et visa des études d'exécution)	1 semaine au fil des demandes
DET	DIRECTION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	18 mois
AOR	ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION ET SUIVI EN GPA	12 mois

Autres missions complémentaires :

Mission	Désignation	Délai d'exécution
ASSISTANCE MAITRISE D'OUVRAGE	ASSISTANCE MAITRISE D'OUVRAGE	Tout au long du marché
OPC	ORDONNANCEMENT, COORDINATION ET PILOTAGE (Prestation supplémentaire éventuelle que le maître d'ouvrage se réserve le droit d'accepter ou non au moment de la signature du marché public)	Tout au long du marché
Mission de suivi et d'assistance au réglage des équipements techniques mis en place dans le cadre des travaux réalisées sur 2 ans après la GPA	(Prestation supplémentaire éventuelle que le maître d'ouvrage se réserve le droit d'accepter ou non au moment de la signature du marché public)	24 mois à compter de la fin de la garantie de parfait achèvement

Le délai d'exécution prévisionnel global toutes missions confondues est de 36 mois.

Pour rappel, le point de départ de la mission de diagnostic est le lendemain de la date de notification du présent marché. La durée des travaux est estimée à 18 mois (dont 2 mois de préparation) congés compris. En cas d'acceptation de la prestation supplémentaire éventuelle n°2, le délai prévisionnel d'exécution des prestations pourrait être porté à 60 mois.

2.8. Prestation supplémentaires éventuelles

Les prestations supplémentaires suivantes sont demandées au titulaire.

PSE n°1 : la mission d'ordonnancement, de coordination et de pilotage.

Le candidat propose pour la réalisation de cette mission une approche méthodologique pour la mission OPC en mettant en avant la coordination, le suivi des différents intervenants, l'anticipation des risques et le suivi des délais. L'ensemble des prestations demandées au titre de l'OPC et leur description est décrit dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) relatif au présent marché.

PSE n°2 : Mission de suivi et d'assistance au réglage des équipements techniques mis en place dans le cadre des travaux réalisées. Cette mission doit être mise en œuvre après l'échéance de la garantie de parfait achèvement pendant une durée de deux ans. L'ensemble des prestations demandées relatif à cette mission et leur description est décrit dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) relatif au présent marché.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'accepter ou non les prestations supplémentaires éventuelles au moment de la signature du marché.

ARTICLE 3. Pièces contractuelles du marché

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de maîtrise d'œuvre (CCAG-Moe) :

1. l'acte d'engagement (AE) , l'offre financière du titulaire et les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ;
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes suivantes :
 - l'audit énergétique réalisé en 2024 et le diagnostic de performance énergétique réalisé en 2021;
 - l'étude de faisabilité technique chiffrée réalisé en 2024 ;
 - les plans DWG de l'aménagement de l'espace de chaque niveau
 - le DOE papier en consultation du lot CVC
 - les plans DOE en DWG du lot CVC
 - les rapports de maintenance ;
4. l'offre technique du titulaire ;
5. le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de maîtrise d'œuvre, publié par arrêté du 30 mars 2021 ;
6. les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables au marché de travaux (CCAG-Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux publié par arrêté du 30 mars 2021 ;
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.

Les exemplaires des pièces du marché et des bons de commande dont l'original est conservé dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

ARTICLE 4. Communication et réunion

4.1. Mode de communication

Les parties conviennent que tous les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations ont lieu par courrier électronique, à l'adresse indiquée dans la fiche contact, hormis les cas où une lettre recommandée avec accusé de réception est prévue par le présent CCAP.

L'envoi via la plateforme PLACE d'un courriel contre accusé réception vaut l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par

l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

4.2. Réunions

Si des réunions entre l'acheteur et le titulaire sont nécessaires pour la mise en œuvre et/ou le suivi des prestations, elles ont lieu dans les locaux de l'acheteur sans que le titulaire ne puisse facturer aucun surcoût.

ARTICLE 5. Correspondant de l'acheteur et election de domicile du titulaire

L'interlocuteur de l'acheteur, concernant l'application du présent marché, est le représentant que le titulaire a désigné à cette fonction, dans l'acte d'engagement. Cette personne a tout pouvoir d'agir pour le compte du titulaire.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur le présent acte d'engagement.

En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6. Correspondant du titulaire et election de domicile de l'acheteur

6.1. Gestion administrative du marché

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion administrative et juridique du présent marché, est le Pôle Achats-Marchés Publics de Réseau Canopé.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés à l'acheteur, sont adressés à l'adresse suivante :

Réseau Canopé
DSFJS - Pôle achats – marchés publics
1, avenue du Futuroscope
Bâtiment @4 – Téléport 1
CS 80158
86961 FUTUROSCOPE Cedex
achats.dsfs@reseau-canope.fr

6.2. Gestion technique du marché

Pour l'exécution du présent marché, l'acheteur désigne un responsable technique, chargé du contrôle de la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation ainsi qu'un interlocuteur administratif du titulaire.

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion technique du présent marché, est la direction de l'action immobilière de Réseau Canopé : Yannis.lhuillier@reseau-canope et direction-dai@reseau-canope.fr.

6.3. Intervenants

Conducteur d'opération : La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

Contrôleur technique : Les missions de contrôle technique seront assurées par un contrôleur désigné ultérieurement après consultation du marché.

Coordinateur sécurité et protection de la santé des travailleurs : La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement après consultation du marché.

ARTICLE 7. Propriété

7.1. Protection des données

Tous les documents et supports matériels confiés au titulaire pour l'exécution du présent marché sont la propriété de l'acheteur. Toute utilisation à d'autres fins que celle du présent marché, toute diffusion, transmission, reproduction sans autorisation préalable et expresse de l'acheteur est interdite.

7.2. Utilisation des résultats

Il est fait application du chapitre 5 du CCAG-MOE sur l'utilisation des résultats.

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de l'exécution des prestations (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

ARTICLE 8. Neutralité

Le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans l'exécution des prestations.

ARTICLE 9. Confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.

ARTICLE 10. Assurances

Le titulaire du marché doit, dans les quinze (15) jours qui suivent sa notification, justifier qu'il dispose des polices d'assurance suivantes :

- d'une police d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion de l'exécution des prestations concernées ;
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Réseau Canopé a souscrit à une assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle. L'assurance tout risque chantier est sans objet.

ARTICLE 11. Sous-traitance

Le titulaire du marché qui veut en sous-traiter une partie, présente à l'acheteur une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

DEUXIEME PARTIE : PRIX et REGLEMENT

ARTICLE 12. Prix

12.1. Composition générale du prix

Les prix indiqués dans l'offre du titulaire sont forfaitaires.

L'offre financière est détaillée dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du titulaire constituée par la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les prix mentionnés dans l'annexe financière du présent marché comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'assurance, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés couvrir la totalité des prestations et fournitures nécessaires à la bonne et complète réalisation de l'objet du marché. Le prix forfaitaire TTC rémunère le titulaire pour un ensemble de prestations, indépendamment des quantités mises en œuvre pour réaliser une prestation décrite dans le CCTP. Dans ce cas, l'acheteur ne peut pratiquer une réfaction sur le prix en cas de diminution des quantités mises en œuvre. A l'inverse, le titulaire ne peut obtenir un supplément de prix, au motif que les quantités livrées pour la prestation sont supérieures à celles qu'il avait prévues.

Par ailleurs, le titulaire du présent marché s'engage à informer et à faire bénéficier Réseau Canopé des prix des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer. Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses du marché.

12.2. Modalités de fixation du forfait de rémunération de la mission de base

La rémunération de la mission de base de maîtrise d'œuvre est forfaitaire et établie selon un pourcentage qui s'applique au montant hors taxe des travaux.

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le forfait de rémunération indiqué à l'acte d'engagement est provisoire.

Le forfait provisoire (Fp) de rémunération est le produit du taux de rémunération (t) multiplié par l'estimation initiale (enveloppe financière affectée aux travaux) arrêtée par le maître de l'ouvrage (C°).

Le forfait de rémunération est rendu définitif par un avenant conclu entre le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre, après validation du coût prévisionnel (C) par le maître de l'ouvrage.

Le forfait définitif (Fd) est le produit du taux de rémunération corrigé (t') par le coût prévisionnel des travaux.

Le taux de rémunération (t') est comme suit :

- Si le coût prévisionnel est supérieur au montant de l'estimation initiale et dans la limite d'une augmentation de 20% :

$$t' = t \times (1 - (((C - C^{\circ}) / C^{\circ}) \times 0,2))$$

- Si le coût prévisionnel est inférieur au montant de l'estimation initiale et dans la limite d'une diminution de 20% :

$$t' = t \times (1 + (((C^{\circ} - C) / C^{\circ}) \times 0,2))$$

En dehors de cette tolérance de +/- 20%, le taux de rémunération sera négocié entre le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre.

Le montant de la rémunération des éléments de mission antérieurs à l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux est définitif.

Dans le cas d'une surestimation du Coût prévisionnel vis à vis du résultat de la consultation des marchés travaux, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de renégocier le coût prévisionnel de rémunération du titulaire.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

ARTICLE 13. Forme du prix

Les prix sont actualisables lorsque le commencement d'exécution des prestations est postérieur de plus de trois mois à la date de remise de l'offre, par le titulaire, au titre du marché, conformément aux articles R.2112-9 à R.2112-12 du Code de la Commande Publique.

L'actualisation est faite aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de commencement d'exécution des prestations, selon la formule suivante :

$$P_a = P_0 \times (I_{m-3}/I_0)$$

dans laquelle :

P_a : Prix actualisé

P_0 : Prix initial

I_{m-3} : Valeur de l'index de référence 3 mois avant la date de commencement d'exécution des prestations

I_0 : Valeur de l'index de référence définitif au mois de remise de l'offre, soit mai 2025, I désignant l'indice ING.

ARTICLE 14. Engagement de la maîtrise d'œuvre sur le coût de l'opération

14.1. Avant la passation des marchés de travaux

- **Enveloppe financière fixée par le maître de l'ouvrage**

L'enveloppe financière affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme.

- **Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux**

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

- **Estimation du coût prévisionnel des travaux établie par le maître d'œuvre et engagement**

Le coût prévisionnel (C) est la somme des montants de travaux sur lesquels le maître d'œuvre assume sa mission et qui sont nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage.

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de l'APD sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, par avenant conclu entre le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre. L'estimation définitive est assortie d'un taux de tolérance dans la limite de 5 %.

- **Prise en compte des modifications intervenues**

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître de l'ouvrage le lui demande.

Si en cours d'exécution du marché, le maître de l'ouvrage décide des modifications de programme, conduisant à des modifications dans la consistance du projet, leur incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux doit être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le réajustement du nouveau coût prévisionnel des travaux au mois m_0 s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT 01 pour l'ensemble des travaux.

- **Coût de référence des travaux à l'issue de la consultation des entreprises**

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant de l'offre ou des offres considérée(s), comme la (les) plus économiquement avantageuse(s) par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre et au mois m0 de l'offre ou des offres ci-dessus. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

- **Respect de l'engagement du maître d'œuvre**

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence.

Lorsque le coût de référence dépasse le seuil de tolérance défini ci-dessus, le maître de l'ouvrage peut :

- soit accepter l'offre ou les offres des entreprises
- soit demander à la maîtrise d'œuvre une reprise partielle des études qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettrait de réduire le coût.

Dans ce cas, la reprise des études est effectuée sans rémunération supplémentaire.

14.2. Après la passation des marchés de travaux

- **Coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés de travaux sur lequel le maître d'œuvre assume sa mission, passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre. Le maître d'œuvre s'engage à le respecter, lorsque sa mission comprend la direction de l'exécution des marchés de travaux et l'assistance lors des opérations de réception.

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 du ou des marchés de travaux.

- **Tolérance sur le coût de réalisation des travaux**

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance dans la limite de 5 %.

- **Comparaison entre réalité et tolérance**

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base M0 travaux, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés et avenants, intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révision ou actualisation de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables à la maîtrise d'œuvre.

Si le coût de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie à l'article 24 du présent CCAP.

ARTICLE 15. Avances

L'option B mentionnée à l'article 11.1 du CCAG-MOE s'applique dans le cadre du présent marché.

Sauf renoncement du titulaire, une avance peut être versée, lorsque le montant minimum du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois ou, à défaut, pour chaque bon de commande remplissant ces conditions, aux termes des dispositions de l'article R.2191-3 et des articles R.2191-16 et R.2191-17 et dans les conditions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la Commande Publique.

Si le prestataire n'est pas une PME au sens de l'article R. 2151-13 du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance est de 5%.

Si le prestataire est une PME au sens de l'article R. 2151-13 du Code de la Commande Publique, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités définies aux articles R.2191-11, R.2191-12 et R.2191-19 du Code de la Commande Publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné par la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution.

ARTICLE 16. Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, en fonction de l'avancement des prestations, conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la Commande Publique et dans la limite de l'échéancier suivant par défaut :

Éléments de mission	Exigibilité de l'acompte
Etudes de diagnostic / esquisse	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître de l'ouvrage
Etudes d'avant-projet	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître de l'ouvrage
Etudes de projet	80% à la remise du dossier 20% à l'approbation du maître de l'ouvrage
Assistance pour la passation des contrats de travaux	50% à la remise du DCE 30% à la remise du rapport d'analyse des offres 20% après la mise au point des marchés de travaux
Etudes d'exécution	au prorata de l'avancement de la mission
Etudes de synthèse	au prorata de l'avancement de la mission
VISA	au prorata de l'avancement de la mission
Direction de l'exécution des contrats de travaux	90% DET /n n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier 10% à la remise du décompte général définitif
Assistance aux opérations de réception	65 % au prorata des réceptions effectuées avec réserves 15 % à la levée des réserves

	15 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés 5% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement
OPC	au prorata de l'avancement de la mission
Suivi après expiration de la garantie de parfait achèvement	au prorata de l'avancement de la mission

Les acomptes sont versés à l'issue de la réalisation de chacune des phases de l'étude, après remise du livrable correspondant (comptes-rendus de réunion et/ou de visite, élaboration des scénarios, élaboration du rapport de synthèse, réalisation des plans

ARTICLE 17. Modalités de facturation et de paiement

17.1. Modalité de facturation

Le montant des prestations est payable, après certification du service fait, sur présentation d'une facture.

Outre les mentions obligatoires, les factures adressées à l'acheteur comportent les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire, n° de SIRET ;
- N° du marché ;
- N° de bon de commande ;
- La période concernée ;
- Désignation des prestations ;
- Le prix HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- Le numéro du compte bancaire à facturer où le relevé d'identité bancaire correspondant ;
- La date de facturation.

Les factures sont libellées au nom de Réseau Canopé et envoyées sous forme électronique dans le portail « Chorus » à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

La facturation des prestations prévues au présent marché s'effectue nécessairement via le portail Chorus Pro. Le lien vers ce portail est le suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour le dépôt sous CHORUS, il est nécessaire de se munir :

- du numéro de **SIRET** de Réseau Canopé (Siret du siège obligatoirement) : **18004301001485**
- de la **référence de la commande** communiquée par le prescripteur (la personne ou le service qui a passé commande) après la notification du marché.

17.2. Délais de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours, conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique.

Ce délai peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires. Un nouveau délai est alors ouvert, ce délai ne pouvant en aucun cas être inférieur à 30 jours à compter de la réception des justifications demandées.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

17.3. Cession de créance

En cas de cession de créance, l'acheteur remet, au titulaire, à sa demande soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de chaque bon de commande.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

TROISIEME PARTIE : DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION

ARTICLE 18. Conduite des prestations

18.1. Personne nommément désignée pour le suivi du marché

Le titulaire désigne nommément les personnes chargées du suivi du marché réputées disposer de l'expérience et des compétences nécessaires. L'expérience et les compétences minimales de ces personnes sont celles décrites par le titulaire dans son offre technique.

Le chef de projet dispose de la capacité à engager le titulaire dans la limite de l'objet du marché. Il est désigné au moment du dépôt de la candidature du titulaire.

18.2. Remplacement des personnes nommément désignées

En cas d'indisponibilité de la personne nommément désignée, le titulaire propose un remplaçant disposant de l'expérience et des compétences au moins équivalentes.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-Moe, le titulaire propose un nouvel intervenant dans un délai de 5 jours maximum.

Le délai court à compter de la notification par le titulaire de l'indisponibilité de son préposé ou à défaut à compter du constat par le maître d'ouvrage de cette indisponibilité, notifiée par courrier électronique, dont la date d'envoi fait foi, et par LRAR dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

Le maître d'ouvrage peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Il en informe le titulaire dans les cinq (5) jours ouvrés à compter de la réception de l'information relative au remplacement. En l'absence de refus dans ce délai, le nouvel intervenant est réputé accepté.

En cas de refus, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouvel intervenant. Le maître d'ouvrage applique des pénalités dès lors que le titulaire effectue plus de deux changements du chef de projet pendant la durée d'exécution de la prestation.

Le titulaire est responsable du tuilage entre ses préposés qu'il assure à ses frais. Cette période de recouvrement permettant d'assurer la continuité du service ne peut être inférieure à (deux) 2 jours ouvrés à plein temps.

18.3. Responsabilité hiérarchique et technique

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les préposés du titulaire demeurent sous la responsabilité et l'autorité de leur employeur titulaire du marché. Le représentant du groupement de commande adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché qui prend les mesures correctives nécessaires.

ARTICLE 19. Prestations supplémentaires ou modificatives

Le présent article concerne les prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement des prestations qui n'étaient initialement pas prévu dans les stipulations du présent marché. Le titulaire et l'acheteur s'entendent sur ces nouvelles prestations à mettre en œuvre et leur prix.

Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires basés sur les taux moyen journalier indiqués dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, soit des prix forfaitaires. Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, le cas échéant.

S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux. Lorsque le maître d'ouvrage et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prestations supplémentaires ou modificatives et les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant.

ARTICLE 20. Obligation du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat totale sur l'ensemble de la prestation.

Sous réserve des stipulations du présent marché, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser l'objet du marché dans les conditions les plus favorables à l'économie du marché.

Le titulaire ne peut pas se prévaloir, ni pour éluder ses obligations, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par l'interruption ou le report de toutes prestations décidées par l'acheteur.

L'administration se réserve le droit de procéder à des augmentations ou diminutions des prestations prévues, sans que le titulaire puisse élever une réclamation.

ARTICLE 21. Protection de l'environnement

Soucieux de s'inscrire dans une démarche de développement durable, le maître d'ouvrage impose au titulaire d'exécuter le marché en fonction de moyens et de méthodologies de travail plus respectueux de l'environnement, inscrits dans une dimension d'éco responsabilité.

Ainsi, les livrables mis à disposition seront sous format dématérialisés. Dans le cas exceptionnel où la distribution de supports ou d'éléments indispensable à la réalisation des prestations objet du marché serait effectuée sous format papier, l'usage de papier recyclé ou, à défaut, de papier issu de forêts gérées durablement, est obligatoire. Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession, permettent une exécution optimale des prestations mais doivent également concourir à la promotion d'une économie circulaire.

Le cas échéant, ils devront intégrer les concepts de réemploi, de réutilisation ou de recyclage dans leurs conceptions et leurs mises à disposition.

ARTICLE 22. Présentation et approbation des prestations

22.1. En phase Etudes

22.1.1. Présentation des prestations

Les délais d'établissement des documents d'études sont fixés dans le mémoire technique du titulaire. Le maître d'œuvre démarre les études de diagnostic/esquisse à la notification du marché, les délais d'établissement des documents ultérieurs démarrent immédiatement après chaque approbation du document d'études précédent.

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Chaque document est remis en double exemplaire papier, et une copie est remise en format dématérialisé en formats Word, Excel ou compatibles, PDF et Autocad pour les plans.

Des réunions intermédiaires pourront être demandées par le maître d'ouvrage ou par le maître d'œuvre en cours de phase.

22.1.2. Approbation des prestations

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-MOE, le délai d'approbation des documents par le maître de l'ouvrage est fixé, par défaut, à 3 semaines maximum à compter de la réception des études du le maître d'œuvre.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, en dérogation à l'article 21 du CCAG MOE (acceptation tacite), la prestation est considérée comme ajournée avec effet à compter de l'expiration du délai.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

22.2. En phase Travaux

22.2.1. Vérification des projets de décomptes des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur, qui lui sont transmis par tous moyens permettant d'assurer une date certaine à la réception.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies par le CCAG applicable aux marchés de travaux (CCAG-Travaux), le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître de l'ouvrage, en vue du mandatement, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 10 jours ouvrés à compter de la date de l'accusé de réception du document.

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément au CCAG-Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par tous moyens permettant d'assurer une date certaine à la réception.

Après vérifications, le projet de décompte final devient le décompte final.

À partir de celui-ci le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies par le CCAG-Travaux, le décompte général. Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et à sa transmission au maître de l'ouvrage est fixé à 10 jours ouvrés à compter de la date de l'accusé de réception du document.

22.2.2. Visa des études faites par les entrepreneurs

Lorsque les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 5 jours ouvrés après leur réception.

Le visa du maître d'œuvre ne dispense pas de l'obtention de l'avis du contrôleur technique.

- **Ordres de service délivrés par le maître de l'ouvrage**

Les décisions du maître de l'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui peut être remplacé par un email de validation ou de décision qui est remis au maître d'œuvre contre récépissé, ou par courriel avec récépissé de lecture, ou adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le maître de l'ouvrage délivre un ordre de service au maître d'œuvre :

- Quand une décision du maître de l'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission)
- Quand le maître de l'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre
- Quand une décision du maître de l'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître de l'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du maître de l'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes ; de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire.

Lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au maître de l'ouvrage dans un délai de 30 jours calendaires ; le délai courant à compter du jour suivant la notification de l'ordre de service.

ARTICLE 23. Etablissement des ordres de service

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître de l'ouvrage. Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées au CCAG Travaux.

Toutefois, dans les cas suivants :

- modification du programme initial entraînant une modification de projet,
- notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus,
- interruption ou ajournement des travaux,
- modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions des marchés de travaux,

le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître de l'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable

ARTICLE 24. Pénalités

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par défaut de livraison, soit par non-intervention dans les délais prévus, soit par service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

L'acheteur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure et prélevées par précompte sur le montant TTC des sommes dues au titulaire.

Les pénalités ne sont pas révisables.

Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE.

24.1. Pénalités de retard spécifiques à chaque mission

En cas de retard du maître d'œuvre dans la présentation des livrables au regard des délais indiqués dans le mémoire technique, le titulaire encourt les pénalités suivantes par jour de retard calendaire :

Missions	Pénalité en euros HT
DIAG/ ESQ	300
Autorisations Administratives	300
AVP	300
PRO/DCE compris DPGF	500
ACT	500
VISA	300
DET	300
AOR	300
DOE	1 000
OPC	100

Mission de suivi pendant 2 ans à compter de l'expiration de la GPA	100
--	-----

24.2. Pénalités de retard dans la remise des documents

L'application des pénalités de retard n'est pas plafonnée, par dérogation aux articles 16.2.1 et 16.2.2 du CCAG-MOE.

L'application des pénalités de retard ne font pas obstacle à d'éventuelles mesures coercitives à l'encontre du titulaire, ni de la faculté pour l'acheteur de demander réparation du préjudice subi.

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-MOE, le titulaire s'expose à l'application de pénalités suivantes, lorsque ces retards lui sont imputables :

En cas de retard sur transmission des plannings, cahiers des charges, tableaux de suivi, tableaux de bord, états de reporting et d'alerte, documents et supports opérationnels dans les délais déterminés conjointement lors de la réunion de lancement de la mission et/ou en cours de mission : 300 € TTC par jour calendaire de retard, à compter du 1er jour de retard.

24.3. Pénalités techniques en cas d'absence aux réunions

Les pénalités applicables et les motifs pouvant donner lieu à ces pénalités sont les suivants :

- Absence à une réunion non prévue au moins 24 heures avant la date de réunion et en dehors des cas de force majeure : 300 € TTC ;
- Non-respect des modalités de désignation d'un nouveau chef de projet : 300 € TTC.

24.4. Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 21 jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de : 100 €.

24.5. Pénalités en cas de non-respect de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût de réalisation des travaux

En cas de non-respect par le maître d'œuvre de son engagement sur le coût de réalisation des travaux, il est appliqué une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = (\text{coût de référence} - \text{seuil de tolérance}) \times 10 \% (\text{taux de pénalité})$$

Cependant, le montant de cette pénalité ne peut excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

24.6. Application des pénalités

Ces pénalités font l'objet d'un mémoire de décompte des pénalités établi par l'acheteur et notifié au titulaire. Ce dernier dispose alors de 15 jours calendaires à compter de la notification pour présenter ses observations. Passé ce délai et sans élément justifiant leur réduction ou leur annulation, les pénalités s'appliquent sans qu'une mise en demeure soit nécessaire.

Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-Moe.

QUATRIEME PARTIE : OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION

ARTICLE 25. Opérations de vérification

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le responsable technique de l'acheteur habilité à recevoir les prestations, au moment même de la livraison de la fourniture et/ou de l'exécution de la prestation (examen sommaire) conformément aux articles 20 et 21 du CCAG-Moe.

ARTICLE 26. Décision à l'issue des opérations de vérification

La décision d'admission, d'ajournement, ou de rejet est prononcée par le responsable technique de l'acheteur à l'issue des opérations de vérification prévues à l'article 20 du CCAG-MOE, dans les conditions prévues par l'article 21 du CCAG-MOE.

CINQUIEME PARTIE : RESILIATION

ARTICLE 27. Résiliation

Pour la résiliation du marché, il est fait application des dispositions du chapitre 6 du CCAG-MOE.

Toutefois, par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE, la résiliation pour motif d'intérêt général s'effectue sans indemnité si l'acheteur respecte un délai de trois mois entre la notification de la résiliation et sa date d'effet.

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit de son fait, soit pour faute du titulaire. La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception (LR/AR), sous réserve des stipulations particulières, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation, ou à défaut à la date de sa notification.

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire. S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des

prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par l'acheteur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

SIXIEME PARTIE : DIFFERENDS et LITIGES

ARTICLE 28. Différends entre les parties

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'une demande de réclamation exposant les motifs et indiquant le montant des sommes impliquées, conformément à l'article 35 du CCAG-MOE.

ARTICLE 29. Compétence juridictionnelle

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

ARTICLE 30. Dérogations aux documents généraux

L'article 3 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-MOE concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 18.2 du présent CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG-MOE concernant les délais de proposition d'un nouvel intervenant.

L'article 22.1.2 du présent CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG-MOE concernant l'approbation des prestations.

L'article 24 et ses sous alinéas du présent CCAP déroge aux articles 16.2.1 16.2.2, 16.2 du CCAG-MOE concernant le plafond, le montant et la nature des pénalités.

L'article 27 du présent CCAP déroge à l'article 31 du CCAG-MOE concernant la résiliation.